

Rapport semestriel 2018 de Tamedia

Zurich, le 28 août 2018

**Madame, Monsieur, chers actionnaires,
Chères collaboratrices et chers collaborateurs,
Chers amis et partenaires de Tamedia,**

Une fois de plus, l'évolution des médias a été au cœur des préoccupations de Tamedia au premier semestre 2018. La réorganisation des titres quotidiens et dominicaux payants en Suisse alémanique et romande, une mesure importante déjà annoncée l'an dernier, a été concrétisée et ils disposent désormais de rédactions centrales communes. Parallèlement, Tamedia continue d'investir dans le développement du journalisme numérique et dans l'infrastructure technologique afin d'enrichir les offres et d'accroître le nombre d'abonnements numériques. Le storytelling numérique, le journalisme de données, la vidéo, l'infographie et les réseaux sociaux revêtent une importance particulière. La mise en place d'équipes de développement de produits et informatique pour les médias payants doit par ailleurs être accélérée. Conjointement avec le secteur Digital Sales Development, les deux équipes promouvront une meilleure utilisabilité, le développement de nouvelles offres, une meilleure visibilité des valeurs ajoutées payantes, tout comme des initiatives de marketing et de tarification ciblées. Les journaux régionaux restent l'activité de base pour Tamedia, qui doit être renforcée grâce au rachat de la Basler Zeitung. La fusion avec Goldbach Group doit en outre consolider la position de Tamedia sur le marché publicitaire. Il a en revanche été mis fin à la collaboration avec Publicitas, dont la faillite a entraîné une correction de valeur de 5 millions de francs pour Tamedia. Celle-ci, ainsi que le marché de la publicité imprimée qui enregistre toujours un fort recul, se répercutent sur le résultat qui, même en termes normalisés, se situe nettement au-dessous du niveau de l'exercice précédent.

Le secteur Places de marché et Participations a de nouveau amélioré son résultat, notamment grâce à l'augmentation des revenus des marchés de l'emploi de JobCloud. La plateforme de petites annonces tutti.ch et la plateforme de prise de rendez-vous international Doodle ont attiré de nouveaux utilisateurs au premier semestre, tandis que la place de marché ricardo.ch aura achevé le renouvellement technique global de la plateforme d'ici la fin de l'année. Après l'approbation du partenariat entre AXA et Tamedia par la Commission fédérale de la concurrence, AXA a repris 50 pour cent de la plateforme d'achat et de vente de véhicules autorcaro.ch. La société commune va désormais développer des offres dans le domaine des véhicules d'occasion ainsi que d'autres prestations dans le domaine de la mobilité. Tamedia a en outre pris une participation de 20 pour cent dans la plateforme de véhicules neufs Gowago.

La perte dans le domaine des recettes publicitaires s'est également poursuivie au niveau national au premier semestre 2018. Au cours des six premiers mois de cette année, les journaux payants ont globalement perdu quelque 35 millions de francs par rapport à l'exercice précédent. Ce recul n'a certes pas été compensé par les recettes publicitaires numériques, mais la hausse appréciable des abonnements numériques initiée dès 2017 s'est poursuivie. C'est une conséquence directe de la solide stratégie d'investissement qui se concentre sur le développement du journalisme numérique et l'infrastructure technologique. Afin d'assurer la qualité et l'indépendance économique et donc journalistique des titres, Tamedia a réorganisé les rédactions de ses journaux quotidiens et dominicaux au début de l'année. Tous les titres possèdent toujours des rédactions indépendantes qui entretiennent leur identité. Grâce aux deux rédactions de Tamedia nouvellement créées en Suisse alémanique et romande, elles profitent, depuis janvier 2018, du réseau du groupe dans les domaines suprarégionaux, ce qui a permis d'accroître la qualité journalistique et d'abaisser la future base de coûts. La réorganisation des titres a ensuite permis une uniformisation des systèmes et processus de production dans le secteur Editorial Services en Suisse alémanique. Tamedia veut en outre enrichir son portefeuille de quotidiens grâce au rachat de la Basler Zeitung. Celui-ci requiert encore l'approbation de la Commission de la concurrence. Il a par ailleurs été décidé de ne pas poursuivre l'édition imprimée fortement déficitaire du quotidien romand Le Matin et de développer Le Matin sous la forme d'une marque totalement numérique avec sa propre rédaction. 20 Minuten démontre régulièrement



que les supports d'information numériques peuvent connaître un grand succès. En juin 2018, 20minuten.ch a ainsi été le premier portail d'information numérique de Suisse alémanique à dépasser la barre des 100 millions de visites (Visits) en un mois.

L'offre publicitaire a encore été développée au premier semestre de cette année. Fin février 2018, une participation majoritaire dans l'entreprise de publicité extérieure Neo Advertising a ainsi été acquise et la prise de contrôle de Goldbach Group a été réalisée le 24 août. En collaboration avec les nouveaux partenaires, Tamedia entend renforcer sa position sur le marché publicitaire suisse et proposer à ses clients en Suisse et à l'étranger des offres à 360 degrés dans les domaines de la télévision, de la radio, de la presse écrite, de la publicité en ligne et de la publicité extérieure.

Avec des revenus de 477.5 millions de francs au premier semestre 2018, notre groupe de médias a pratiquement atteint la valeur de l'exercice précédent de 477.8 millions de francs. Le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA) a, en revanche, baissé fortement – de 32.9 pour cent – à 85.4 millions de francs (exercice précédent: 127.3 millions de francs). Les deux principaux moteurs de cette évolution négative sont, d'une part, la correction de valeur sur créances de 5.0 millions de francs suite à la faillite de l'agence de publicité Publicitas et, d'autre part, la charge de prévoyance selon l'IAS 19 majorée de 27.8 millions de francs. Les charges financières et les produits financiers ont augmenté, notamment suite aux fluctuations de change, qui se sont toutefois neutralisées au final. Le résultat avant intérêts et impôts (EBIT) a baissé de 44.6 pour cent, à 52.7 millions de francs (exercice précédent: 95.2 millions de francs). Le résultat normalisé après impôts, qui ne tient pas compte des effets spéciaux de 45.4 millions de francs, se situe nettement en dessous du niveau de l'exercice précédent (54.5 millions de francs).

Au total, les offres du secteur Places de marché et Participations et des médias journalistiques numériques de Tamedia ont contribué à hauteur de 187.7 millions de francs (exercice précédent: 175.6 millions de francs), soit 39.3 pour cent, aux revenus total (pro forma). La part de toutes les offres numériques dans l'EBITDA a atteint 59.9 millions de francs (exercice précédent: 63.3 millions de francs), soit 70.1 pour cent, et la part dans l'EBIT, 43.4 millions de francs (exercice précédent: 46.8 millions de francs), soit 82.3 pour cent.

Rapport d'exploitation de Tamedia pour le premier semestre 2018

Les valeurs indiquées sont arrondies dans tous les tableaux. Étant donné que le calcul des chiffres a été réalisé avec un grand souci de précision, de petites différences sont possibles dans les arrondis.

Chiffres clés

en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017	Variation en %
Revenu	477,5	477,8	(0,1)
Résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA)	85,4	127,3	(32,9)
Marge	en % 17,9	26,6	(32,9)
Résultat opérationnel (EBIT)	52,7	95,2	(44,6)
Marge	en % 11,0	19,9	(44,6)
Résultat net	39,9	76,6	(47,9)
Marge	en % 8,4	16,0	(47,9)
Résultat net par action (non dilué)	2,48	6,19	(59,9)
Cash flow opérationnel	98,8	106,9	(7,6)
Total du bilan au 30.06/31.12	2 514,8	2 513,3	0,1
Taux d'autofinancement au 30.06/31.12	78,3	78,4	(0,1)

Informations sur les segments

en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017
Médias payants	285,0	297,9
Médias pendulaires et Commercialisation	75,8	71,8
Places de marché et Participations	124,9	118,2
Éliminations et retraitement IAS 19	(8,3)	(10,2)
Revenus	477,5	477,8
Médias payants	263,4	260,8
Médias pendulaires et Commercialisation	61,1	52,9
Places de marché et Participations	71,7	70,7
Éliminations et retraitement IAS 19	(4,2)	(33,9)
Charges opérationnelles et part du résultat dans des sociétés associées/coentreprises	392,1	350,5
Médias payants	21,6	37,1
Médias pendulaires et Commercialisation	14,7	18,9
Places de marché et Participations	53,2	47,6
Éliminations et retraitement IAS 19	(4,1)	23,7
Résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA)	85,4	127,3
Médias payants	7,6%	12,5%
Médias pendulaires et Commercialisation	19,4%	26,3%
Places de marché et Participations	42,6%	40,2%
Marge EBITDA	17,9%	26,6%

Médias payants

Les revenus du secteur Médias payants, qui inclut tous les quotidiens, hebdomadaires, magazines payants et centres d'impression, a baissé de 4.3 pour cent, à 285.0 millions de francs. Ce recul est essentiellement dû à la baisse des recettes publicitaires du secteur Print. Le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) du secteur Médias payants a baissé de 37.1 millions de francs, à 21.6 millions de francs. La marge EBITDA s'établit de ce fait à 7.6 pour cent (exercice précédent: 12.5 pour cent). La baisse de l'EBITDA s'explique par la correction de valeur de 3.0 millions de francs suite à la faillite de l'agence de publicité Publicitas, les coûts de la fermeture du *Matin-Print* ainsi que la baisse des résultats des centres d'impression de journaux, qui ont été confrontés à une augmentation des coûts dans le domaine de l'achat de papier, de plaques d'impression et d'encre en raison de l'appréciation de l'euro. L'EBIT ressort à 7.4 millions de francs (exercice précédent: 22.9 millions de francs). La marge EBIT s'établit à 2.6 pour cent. Sans les adaptations structurelles et les investissements dans la transformation numérique des offres, le secteur Médias payants serait en perte. Compte tenu des mesures engagées, nous sommes toutefois confiants pour l'avenir.

Médias pendulaires et Commercialisation

L'ancien secteur «Médias pendulaires» sera désormais intitulé «Médias pendulaires et Commercialisation», parce qu'il inclut à présent la société *Neo Advertising*, active dans le domaine de la publicité Out-of-Home, en plus du groupe de médias *20 Minuten*, ainsi que des participations dans *L'essentiel*, *Heute / heute.at* et *Metroxpress / BT*. Par rapport à l'exercice précédent, le segment Médias pendulaires et Commercialisation affiche les revenus en hausse de 5.5 pour cent, à 75.8 millions de francs. Celui-ci s'explique principalement par le rachat de *Neo Advertising*. Le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) a baissé à 14.7 millions de francs (exercice précédent: 18.9 millions de francs). La marge EBITDA ressort désormais à 19.4 pour cent (exercice précédent: 26.3 pour cent). Ce recul est notamment dû à la baisse des recettes publicitaires du secteur Print, qui n'a pas été totalement compensée par les formes de publicité numérique. Le résultat opérationnel (EBIT) a baissé de 17.5 millions de francs à 12.7 millions de francs. La marge EBIT ressort désormais à 16.8 pour cent (exercice précédent: 24.3 pour cent).

Places de marché et Participations

Le secteur Places de marché et Participations qui inclut l'ensemble des offres numériques non journalistiques, a réalisé des revenus de 124.9 millions de francs, soit une hausse de 5.7 pour cent dans une comparaison avec l'exercice précédent. Les portails d'offres d'emploi de JobCloud AG ont notamment enregistré une évolution favorable et ont une nouvelle fois sensiblement amélioré leur résultat. Le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) du secteur Places de marché et Participations a ainsi progressé à 53.2 millions de francs (exercice précédent: 47.6 millions de francs). La marge EBIT atteint désormais un niveau remarquable de 42.6 pour cent (exercice précédent: 40.2 pour cent). Le résultat opérationnel (EBIT) s'est amélioré à 36.7 millions de francs (exercice précédent: 31.1 millions de francs). La marge EBITDA ressort à 29.4 pour cent (exercice précédent: 26.3 pour cent).

Les fonds propres ont enregistré une baisse de 1.1 million de francs, à 1968.5 millions de francs. Le taux d'autofinancement atteint un excellent niveau, à 78.3 pour cent (78.4 pour cent à fin 2017).

Nous vous informerons de l'état d'avancement des principaux projets de l'entreprise et du développement de notre groupe de médias à l'occasion de la publication des résultats de l'exercice 2018, le 12 mars 2019.

Avec nos salutations les meilleures



Pietro Supino
Éditeur et président du Conseil d'administration



Christoph Tonini
Président de la direction générale

Rapport financier de Tamedia pour le premier semestre 2018

Compte de résultat consolidé

en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017 ¹
Chiffre d'affaires médias	431,2	430,4
Chiffre d'affaires impression	36,7	38,0
Chiffre d'affaires opérationnel restant	9,5	9,1
Autres produits	0,1	0,3
Revenus	477,5	477,8
Frais de matériel et prestations externes	(66,3)	(60,3)
Charges salariales	(215,5)	(181,2)
Autres frais opérationnels	(118,3)	(115,4)
Charges opérationnelles	(400,2)	(356,9)
Part du résultat dans des sociétés associées/coentreprises	8,1	6,5
Résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA)	85,4	127,3
Amortissements	(14,6)	(14,5)
Amortissements résultant de regroupements d'entreprises	(18,1)	(17,7)
Résultat opérationnel (EBIT)	52,7	95,2
Produits financiers	4,0	0,8
Charges financières	(4,1)	(1,4)
Résultat net avant impôts	52,6	94,6
Impôt sur les bénéfices	(12,7)	(18,0)
Résultat net	39,9	76,6
dont		
Part des actionnaires de Tamedia	26,3	65,5
Part des actionnaires minoritaires	13,6	11,0

¹ Les dépréciations des actifs financiers sont à présent inscrites dans les charges d'exploitation restantes. Les valeurs de l'exercice précédent ont été adaptées.

Résultat net par action

en CHF	30.06.2018	30.06.2017
Résultat net par action (non dilué)	2.48	6.19
Résultat net par action (dilué)	2.48	6.17

État du résultat global consolidé

en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017
Résultat net	39,9	76,6
Fluctuation de valeur des couvertures	(0,9)	(0,2)
Différences de conversion	(1,1)	1,2
Effets de l'impôt sur les bénéfices	0,2	(0,1)
Autres éléments du résultat – reclassement par l'intermédiaire du compte de résultat pour les périodes à venir	(1,8)	0,8
Bénéfices/(pertes) actuariels IAS 19	11,1	57,9
Part du résultat saisi directement dans les fonds propres des sociétés associées / coentreprises	11,0	0,3
Effets de l'impôt sur les bénéfices	(2,3)	(12,2)
Autres éléments du résultat – pas de reclassement par l'intermédiaire du compte de résultat pour les périodes à venir	19,8	46,0
Autres éléments du résultat	18,0	46,8
Résultat net total	57,9	123,4
dont		
Part des actionnaires de Tamedia	44,0	112,0
Part des actionnaires minoritaires	13,8	11,4

Bilan consolidé

en mio. CHF	30.06.2018	31.12.2017
Trésorerie	144,3	123,4
Investissements financiers à court terme	1,9	2,1
Créances résultant de livraisons et de prestations	133,5	158,8
Créances financières à court terme	10,4	12,1
Créances fiscales en cours	10,5	10,5
Autres créances à court terme	13,7	8,4
Actifs de régularisation	20,9	11,1
Provisions	4,0	4,3
Actif circulant	339,2	330,9
Actifs immobilisés corporels	269,6	270,5
Participations dans des sociétés associées / coentreprises	279,4	291,0
Créances de prévoyance	97,7	94,4
Autres investissements financiers à long terme restants	11,3	11,6
Créances fiscales différées	4,3	3,4
Actifs immobilisés incorporels	1 513,3	1 511,7
Actifs immobilisés	2 175,6	2 182,5
Actifs	2 514,8	2 513,3
Dettes financières à court terme	0,5	4,0
Dettes résultant de livraisons et de prestations	28,1	38,9
Dettes fiscales en cours	13,3	12,1
Dettes à court terme restantes	30,1	29,4
Passifs de régularisation résultant de contrats conclus avec des clients	203,5	206,4
Autres passifs de régularisation	71,3	61,0
Provisions à court terme	3,6	2,1
Fonds étrangers à court terme	350,5	353,9
Dettes financières à long terme	14,1	6,4
Engagements de prévoyance	17,3	19,3
Dettes fiscales différées	153,8	153,4
Provisions à long terme	10,6	10,7
Fonds étrangers à long terme	195,8	189,8
Fonds étrangers	546,3	543,7
Capital social	106,0	106,0
Propres actions	(2,8)	(1,6)
Réserves	1 621,5	1 627,2
Fonds propres, part des actionnaires de Tamedia	1 724,7	1 731,6
Parts des actionnaires minoritaires	243,8	238,0
Fonds propres	1 968,5	1 969,6
Passifs	2 514,8	2 513,3

Tableau de financement consolidé

en mio. CHF

	30.06.2018	30.06.2017
Méthode directe		
Recettes provenant de la vente de livraisons et de prestations de services	457,9	473,5
Dépenses pour le personnel	(210,0)	(206,4)
Dépenses pour les livraisons et les prestations de services reçus	(158,9)	(167,6)
Dividendes de sociétés associées/coentreprises	30,1	24,9
Cash flow opérationnel avant résultat financier et impôts	119,2	124,4
Intérêts payés	(0,5)	(0,3)
Intérêts obtenus	0,1	0,2
Autres résultats financiers	(3,0)	0,7
Impôt sur les bénéfices payés	(16,9)	(18,1)
Cash flow opérationnel	98,8	106,9
Investissements dans des actifs immobilisés corporels	(5,9)	(2,3)
Désinvestissement d'actifs immobilisés corporels	0,0	0,0
Investissements dans des sociétés consolidées	(7,8)	-
Investissements dans des participations dans des sociétés associées / coentreprises	(0,2)	(0,1)
Investissements dans les placements financiers restants	(4,5)	(1,4)
Désinvestissement des placements financiers restants	2,1	7,5
Investissements dans des actifs immobilisés incorporels	(5,1)	(1,7)
Cash flow des investissements	(21,3)	2,0
Cash flow après des investissements	77,6	109,0
Affectation des bénéfices aux actionnaires de Tamedia	(47,6)	(47,7)
Affectation des bénéfices aux actionnaires minoritaires	(22,9)	(20,5)
Constitution de dettes financiers à court terme	-	0,1
Remboursement d'engagements financiers à court terme	(1,7)	(30,0)
Remboursement d'engagements financiers à long terme	-	(0,3)
(Rachat)/vente actions propres	(2,8)	(0,6)
Achat de parts actionnaires minoritaires	-	(2,4)
Vente de parts actionnaires minoritaires	10,0	3,5
Cash flow des activités financières	(56,6)	(97,9)
Influence devises étrangères	(0,1)	0,1
Variation de trésorerie	20,9	11,1
Trésorerie au 1 janvier	123,4	55,9
Trésorerie des éléments du patrimoine destinés à la cession au 1 janvier	-	7,3
Trésorerie au 30 juin	144,3	74,4
Trésorerie des éléments du patrimoine destinés à la cession au 30 juin	-	-
Variation de trésorerie	20,9	11,1

Variation des fonds propres

en mio. CHF

	Capital social	Propres actions	Différences de conversion	Réserves	Fonds propres, part des actionnaires de Tamedia	Parts des actionnaires minoritaires dans les fonds propres	Fonds propres
Etat au 31 décembre 2016	106,0	(1,3)	(7,0)	1 427,6	1 525,3	230,8	1 756,1
Résultat net	-	-	-	65,5	65,5	11,0	76,6
Part du résultat saisi directement dans les fonds propres des sociétés associées / coentreprises	-	-	-	0,3	0,3	-	0,3
Fluctuation de valeur des couvertures	-	-	-	(0,2)	(0,2)	-	(0,2)
Bénéfices / (pertes) actuariels IAS 19	-	-	-	57,5	57,5	0,3	57,9
Différences de conversion	-	-	1,1	-	1,1	0,1	1,2
Effets de l'impôt sur les bénéfices	-	-	(0,2)	(12,0)	(12,2)	(0,1)	(12,3)
Résultat net total	-	-	0,9	111,1	112,0	11,4	123,4
Affectation des bénéfices	-	-	-	(47,7)	(47,7)	(20,5)	(68,2)
Achat de parts minoritaires	-	-	-	(1,7)	(1,7)	(0,6)	(2,4)
Vente de parts minoritaires	-	-	-	2,1	2,1	0,7	2,7
Engagements contractuels destinés à l'achat de parts minoritaires	-	-	-	3,4	3,4	-	3,4
Rémunérations basées sur des actions	-	-	-	(0,6)	(0,6)	-	(0,6)
(Achat)/vente d'actions propres	-	0,3	-	-	0,3	-	0,3
Etat au 30 juin 2017	106,0	(0,9)	(6,0)	1 494,0	1 593,0	221,7	1 814,7

Etat au 31 décembre 2017	106,0	(1,6)	(2,7)	1 629,9	1 731,6	238,0	1 969,6
Résultat net	-	-	-	26,3	26,3	13,6	39,9
Part du résultat saisi directement dans les fonds propres des sociétés associées / coentreprises	-	-	-	11,0	11,0	-	11,0
Fluctuation de valeur des couvertures	-	-	-	(0,9)	(0,9)	-	(0,9)
Bénéfices / (pertes) actuariels IAS 19	-	-	-	10,8	10,8	0,3	11,1
Différences de conversion	-	-	(1,1)	-	(1,1)	0,0	(1,1)
Effets de l'impôt sur les bénéfices	-	-	-	(2,1)	(2,1)	(0,1)	(2,1)
Résultat net total	-	-	(1,1)	45,1	44,0	13,8	57,9
Affectation des bénéfices	-	-	-	(47,6)	(47,6)	(22,9)	(70,5)
Variation des sociétés consolidées	-	-	-	-	-	4,2	4,2
Vente de parts minoritaires	-	-	-	(0,4)	(0,4)	10,6	10,1
Rémunérations basées sur des actions	-	-	-	(1,6)	(1,6)	-	(1,6)
(Achat)/vente d'actions propres	-	(1,2)	-	-	(1,2)	-	(1,2)
Etat au 30 juin 2018	106,0	(2,8)	(3,7)	1 625,3	1 724,7	243,8	1 968,5

Généralités

Le résultat semestriel consolidé non audité au 30 juin 2018 a été établi en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34, «Information financière intermédiaire». Les règles comptables appliquées sont les mêmes que celles du rapport de gestion 2017 et il a été tenu compte des nouvelles adaptations introduites au 1^{er} janvier 2018 et détaillées au point Présentation des comptes. Les comptes semestriels consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de Tamedia SA en date du 22 août 2018.

La présentation des comptes exige de la direction de l'entreprise et du conseil d'administration de procéder à des estimations et hypothèses qui ont une incidence sur le montant des actifs et des dettes ainsi que des engagements conditionnels présentés, mais aussi sur les charges et les revenus de la période sous revue. Ces estimations et hypothèses tiennent compte des expériences passées et de l'évolution de la situation économique et sont, le cas échéant, exposées expressément. Elles s'accompagnent de risques et d'incertitudes. Les résultats effectifs peuvent différer de ces estimations. L'appréciation et l'hypothèse concernant l'adaptation des taux d'imposition dans le canton de Vaud (cf. compte de résultats) ont eu une influence significative sur les comptes annuels consolidés de l'exercice sous revue.

Présentation des comptes

Tamedia a appliqué les normes et interprétations nouvelles et révisées ci-dessous pour la première fois dans les comptes semestriels 2018 (aucune application anticipée).

- IFRS 9, «Instruments financiers» – 2018
- IFRS 15, «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients» – 2018
- IFRS 2, «Classification et évaluation de transactions dont le paiement est fondé sur des actions» (amendement de l'IFRS 2, «Paiements fondés sur des actions») – 2018

La première application n'a entraîné aucune modification des principes de consolidation et d'évaluation, pas plus que de la situation patrimoniale et bénéficiaire sous l'angle de la matérialité. En termes de déclaration, la première application de l'IFRS 9, «Instruments financiers», et de l'IFRS 15, «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients», fait que les pertes sur débiteurs et la modification du ducroire (en tant que dépréciations des actifs financiers) sont désormais comptabilisés dans les autres charges d'exploitation. L'exercice précédent, durant lequel ces dépréciations ont encore été comptabilisées en tant que diminution du chiffre d'affaires, a été adapté en conséquence. Aucune autre conséquence importante sur la publication des comptes annuels consolidés n'a par ailleurs été enregistrée avec l'introduction des nouvelles normes.

IFRS 9 Instruments financiers

L'introduction de l'IFRS 9, «Instruments financiers», n'a pas de conséquences significatives sur les comptes consolidés. Le groupe applique la méthode simplifiée selon l'IFRS 9 pour mesurer les pertes de crédit attendues, dans laquelle un besoin de correction de valeur empirique pour les pertes est pris en compte pour toutes les créances résultant de livraisons et de prestations. Les créances résultant de livraisons et de prestations sont décomptabilisées lorsque la défaillance d'une créance est probable. Pour des raisons de matérialité, les dépréciations des actifs financiers sont comptabilisées dans les autres charges d'exploitation au lieu d'être présentées séparément.

IFRS 15 Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié la nouvelle norme sur le thème de la reconnaissance des revenus (IFRS 15, «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients»). L'IFRS 15 réunit les normes et interprétations antérieures, qui contenaient jusqu'à présent des réglementations sur la reconnaissance des revenus. L'IFRS 15 est applicable à toutes les transactions, tous secteurs confondus et comprend un modèle à cinq niveaux fondé sur des principes afin de déterminer à quelle date (ou sur quelle période) et à quelle hauteur les chiffres d'affaires doivent être comptabilisés. La norme impose en outre des obligations de publication complètes dans les commentaires du rapport de gestion. Tamedia a analysé les principaux chiffres d'affaires consolidés avec les clients sur la base du modèle à cinq étapes de l'IFRS 15. Les exigences de l'IFRS 15 concernant la date ou la période de saisie du chiffre d'affaires, la saisie des contrats à plusieurs composantes et les éléments variables du chiffre d'affaires ont notamment été contrôlées.

Tamedia utilise rétrospectivement la nouvelle norme IFRS 15, «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients». Aucune adaptation significative des chiffres d'affaires dans le compte de résultat consolidé n'a dû être opérée lors de la mise en œuvre de la nouvelle norme et il n'y a eu aucun restatement des valeurs de l'exercice précédent du compte de résultat consolidé. Aucune appréciation ni hypothèse ayant une influence significative sur les comptes annuels consolidés n'a été formulée lors de l'application de l'IFRS 15.

Les principes d'évaluation suivants s'appliquent à la saisie du revenu selon l'IFRS 15:

- Les chiffres d'affaires sont réputés réalisés quand Tamedia a rempli son obligation de prestation et que le contrôle de la propriété a été transféré à l'acquéreur ou que la prestation a été fournie.
- Dans le cas d'activités dont les chances et les risques importants ne relèvent pas de Tamedia ou pour lesquelles des montants sont encaissés dans l'intérêt de tiers, le chiffre d'affaires à la date de l'activité d'intermédiation n'est présenté qu'à hauteur de la commission correspondante ou des parts de chiffre d'affaires revenant au groupe. Dans de tels cas, un tiers a été chargé de fournir la prestation et Tamedia agit en qualité d'intermédiaire entre l'offre et la demande.
- Les revenus s'entendent après déduction des diminutions de produits et de la TVA. Les pertes sur débiteurs sont en revanche comptabilisées dans les autres charges d'exploitation. Les prestations en retour variables (par exemple les rétrocessions de chiffre d'affaires dans le domaine du chiffre d'affaires médias) sont habituellement limitées et sont évaluées sur la base de l'accord contractuel ainsi que des valeurs escomptées et des valeurs prévisionnelles internes. Les chiffres d'affaires et les dépenses résultant d'affaires en contrepartie sont comptabilisés à leur valeur brute. Les prestations en retour non encore fournies sont régularisées. Les contrats avec les clients prévoient généralement un délai de paiement de 30 jours. La période entre la fourniture de la prestation et le paiement par le client est normalement inférieure à 12 mois, raison pour laquelle la procédure simplifiée selon l'IFRS 15 peut être appliquée et qu'aucune composante de financement n'est prise en compte. Il n'y a aucune obligation de reprise ni de remboursement, d'obligations similaires ou de garanties.
- Les chiffres d'affaires résultant de contrats avec plusieurs obligations de prestations (contrats à plusieurs composantes) sont affectés sur la base des prix de vente individuels pour l'obligation de prestation correspondante. S'il n'y a pas de prix de vente individuels, l'affectation des chiffres d'affaires s'effectue sur la base de clés de répartition qui correspondent à la meilleure appréciation possible de la propension à payer des clients pour les composantes de prestations respectives.
- Tamedia ne dispose habituellement pas d'actifs significatifs résultant de contrats avec les clients, car les prestations ont déjà été facturées ou n'ont pas encore été fournies. Aucun actif contractuel résultant de travaux commencés qui ne fonde pas encore de droit inconditionnel à l'obtention de la prestation en retour en raison d'obligations de prestations en cours ne doit notamment être pris en compte et il n'y a pas de frais importants à porter à l'actif qui sont générés dans le cadre de l'entrée en relation ou de l'exécution d'un contrat avec le client. Si le client a déjà fourni la prestation en retour avant que le bien ou la prestation ne soit transmis, le contrat est affiché comme compte de régularisation passif au titre de contrats avec des clients.
- Tamedia ventile les revenus dans le compte de résultat en chiffre d'affaires médias, impression et chiffre d'affaires opérationnel restant et autres produits, selon les compétences de base de Tamedia pour ce qui est du type de prestation et de biens. Le chiffre d'affaires médias fait l'objet d'une ventilation supplémentaire selon le type des marchés de vente (cf. la section Compte de résultat). La structure des informations sur les segments se fonde sur les segments d'activité des marchés présentés en interne. La somme résultant du chiffre d'affaires médias, du chiffre d'affaires impression, du chiffre d'affaires opérationnel restant et des autres produits correspond au total «Revenus après éliminations et transferts IAS 19» dans les informations sur les segments.
- Les chiffres d'affaires sur le marché publicitaire incluent le produit de la vente de surfaces publicitaires (p. ex. annonces commerciales et rubriques) dans les journaux et magazines publiés ainsi que le chiffre d'affaires des modèles d'affaires numériques dans les catégories Display, Affiliate Marketing, rubriques en ligne. Les chiffres d'affaires du marché publicitaire dans le domaine numérique correspondent à la vente de surfaces publicitaires dans le domaine journalistique. Les produits du marché publicitaire résultant de la vente de certaines annonces ou rubriques en ligne sont réalisés à la date spécifique de parution de l'annonce, tandis que la saisie du chiffre d'affaires pour la mise à disposition de surfaces publicitaires sur une période définie par contrat s'effectue pour cette période.

- Les chiffres d'affaires sur le marché des lecteurs comprennent les produits de la vente de journaux et de magazines aux abonnés, au commerce de détail et au commerce de gros. Qui plus est, les produits de distribution incluent la vente d'applications et de formats numériques. Les chiffres d'affaires sur le marché des lecteurs dans le domaine numérique correspondent à ceux du domaine journalistique. La fourniture de prestations s'effectue sur une période (durée de l'abonnement). Les chiffres d'affaires sont donc enregistrés sur la durée de l'abonnement correspondant, ce qui réplique fidèlement le transfert de la prestation.
- Le chiffre d'affaires impression comprend les produits de l'impression de journaux. Les produits sont réalisés à la livraison des produits imprimés et enregistrés comme chiffre d'affaires à cette date.
- Le chiffre d'affaires opérationnel restant comprend essentiellement les chiffres d'affaires des transports, des Management Fees et des prestations de services, le produit des immeubles d'exploitation et d'autres postes du chiffre d'affaires qui ne sont pas déterminants dans le détail. Les postes divers regroupent différents produits mineurs. Elles incluent les produits du restaurant du personnel, les commissions d'intermédiation pour les hypothèques, le support de visualisation pour la commercialisation des biens immobiliers, la vente d'essence, etc.
- Les autres produits incluent les produits des sorties d'installations, les produits de valorisations de participations qui n'étaient pas encore consolidées ainsi que d'autres postes de produits qui ne sont pas déterminants dans le détail.

Les normes et interprétations nouvelles et remaniées devant être introduites pour la première fois pour les comptes consolidés 2019 ou ultérieurs n'ont pas été appliquées par anticipation. À l'exception de l'introduction de la nouvelle norme IFRS 16 «Contrats de location», on n'attend pas d'incidences significatives de l'introduction des normes révisées sur les comptes annuels consolidés.

IFRS 16 Contrats de location

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la nouvelle norme sur le thème du leasing (IFRS 16, «Contrats de location»). Tous les rapports de leasing et les droits et obligations correspondants doivent être enregistrés de façon générale dans le bilan chez le preneur de leasing. Les rapports de leasing à court terme ayant des durées inférieures à un an et les objets en leasing de faible valeur sont exemptés de l'obligation de comptabilisation au bilan. L'application initiale contraignante de l'IFRS 16 est prévue pour les exercices débutant le 1^{er} janvier 2019 ou après. L'analyse des conséquences et des modifications résultant de la mise en œuvre de l'IFRS 16 est encore en cours. Une appréciation détaillée est prévue au second semestre 2018. L'activation et l'amortissement des droits de jouissance qui vont de pair avec l'IFRS 16 entraîneront une réduction significative de l'EBITDA, alors que l'incidence sur l'EBIT et le résultat devrait être limitée.

Informations par segments

en mio. CHF

	Médias payants	Médias pendulaires et Commercialisation	Places de marché et Participations	Éliminations et retraitement IAS 19	Total
Au 30 juin 2018					
Revenus tiers	277,3	75,5	124,7	-	477,5
Revenus intersegment	7,7	0,3	0,2	(8,3)	-
Revenus	285,0	75,8	124,9	(8,3)	477,5
Charges opérationnelles	(263,8)	(61,5)	(79,1)	4,2	(400,2)
Part du résultat dans des sociétés associées/coentreprises	0,4	0,4	7,3	-	8,1
Résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA)	21,6	14,7	53,2	(4,1)	85,4
Marge ²	7,6%	19,4%	42,6%	-	17,9%
Amortissements	(9,9)	(0,5)	(4,2)	-	(14,6)
Amortissements résultant de regroupement d'entreprises ³	(4,3)	(1,5)	(12,3)	-	(18,1)
Résultat opérationnel (EBIT)	7,4	12,7	36,7	(4,1)	52,7
Marge ²	2,6%	16,8%	29,4%	-	11,0%
Effectif moyen ⁴	2 225	346	654	-	3 224

Au 30 juin 2017¹

Revenus tiers	288,8	70,9	118,1	-	477,8
Revenus intersegment	9,1	1,0	0,1	(10,2)	-
Revenus	297,9	71,8	118,2	(10,2)	477,8
Charges opérationnelles	(262,2)	(52,8)	(75,8)	33,9	(356,9)
Part du résultat dans des sociétés associées/coentreprises	1,5	(0,2)	5,2	-	6,5
Résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA)	37,1	18,9	47,6	23,7	127,3
Marge ²	12,5%	26,3%	40,2%	-	26,6%
Amortissements	(9,9)	(0,5)	(4,1)	-	(14,5)
Amortissements résultant de regroupement d'entreprises ³	(4,3)	(1,0)	(12,4)	-	(17,7)
Résultat opérationnel (EBIT)	22,9	17,5	31,1	23,7	95,2
Marge ²	7,7%	24,3%	26,3%	-	19,9%
Effectif moyen ⁴	2 400	297	612	-	3 308

1 Les dépréciations des actifs financiers sont à présent inscrites dans les charges d'exploitation restantes. Les valeurs de l'exercice précédent ont été adaptées.

2 La marge se réère aux revenus.

3 Les amortissements incluent les amortissements opérés sur les portefeuilles clientèle et les droits d'édition acquis et inscrits à l'actif dans le cadre d'une fusion d'entreprises.

4 L'effectif moyen du personnel s'entend hors collaborateurs des sociétés associées/coentreprises

Des informations supplémentaires sur les différents secteurs figurent dans le rapport d'exploitation.

Variations du périmètre de consolidation

Au premier semestre 2018, le périmètre de consolidation a connu les changements ci-après.

Neo Advertising SA

Le 28 février 2018, Tamedia a acquis une participation majoritaire de 52 pour cent dans la société Neo Advertising SA, dont le siège se trouve à Genève. Neo Advertising est active dans le domaine de la publicité Out-of-Home et exploite et commercialise quelque 12 000 espaces publicitaires numériques et analogiques en Suisse alémanique et romande.

Le prix d'achat pour Neo Advertising SA s'élève à 9.8 millions de francs. Les actifs repris s'élèvent à 32.3 millions de francs, les dettes, à 18.3 millions de francs. Les actifs comprennent, outre une trésorerie de 2.0 millions de francs, du goodwill et des valeurs incorporelles non amortissables pour un montant de 16.5 millions de francs. Le goodwill, à hauteur de 5.2 millions de francs, se justifie par la position de force

sur le marché des espaces publicitaires numériques et analogiques, notamment en Suisse romande, ainsi que par les possibilités de combinaisons avec les offres publicitaires existantes de Tamedia. Neo Advertising SA est comptabilisée dans le segment Médias pendulaires et Commercialisation.

Tamedia part du principe que le goodwill n'est pas déductible fiscalement.

Coentreprise Autoricardo et AXA

Tamedia et AXA unissent leurs forces et proposent ensemble de nouvelles offres pour le marché automobile suisse. À cet effet, le département Autoricardo a été transféré dans la nouvelle filiale autoricardo AG. Au 27 avril 2018, AXA détient une participation de 50 pour cent dans cette société et lui apporte également ses compétences dans le domaine de l'assurance, de la mobilité et du financement. Grâce aux droits définis par contrat, le contrôle restera entre les mains de Tamedia.

Autres variations du périmètre de consolidation

Tradono Switzerland AG a été fusionnée avec Tamedia Espace SA avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2018. Le 26 juin 2018, la Zürcher Regionalzeitungen AG a créé la FZ Furttaler Zeitung AG grâce à l'apport en nature de l'activité de Furttaler Zeitung.

Compte de résultat

Tamedia structure les revenus dans le compte de résultat en fonction des compétences de base de Tamedia concernant le type de prestations:

en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017
Marché publicitaire	271,0	265,1
Marché d'utilisateurs	126,6	130,3
Autres activités médias	33,6	35,0
Chiffre d'affaires médias	431,2	430,4
en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017
Impression de journaux	25,2	27,3
Autres activités d'imprimerie	11,5	10,8
Chiffre d'affaires impression	36,7	38,0
en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017
Transport	4,4	4,5
Chiffre d'affaires des marchandises	0,2	0,3
Honoraires de gestion et prestations envers des personnes proches et des tiers	2,0	1,5
Produit des bâtiments d'exploitation	1,6	1,3
Frais de manutention et d'envoi	0,5	0,6
Positions diverses	0,9	0,9
Chiffre d'affaires opérationnel restant	9,5	9,1
en mio. CHF	30.06.2018	30.06.2017
Produit des sorties d'immobilisations	0,0	0,3
Positions diverses	0,1	0,0
Autres produits	0,1	0,3

Des informations supplémentaires relatives aux revenus, à l'EBITDA et à l'EBIT des secteurs d'activité ainsi qu'à certains médias figurent dans les informations sur les segments du rapport opérationnel.

Les revenus sont restés stables par rapport à l'exercice précédent, à 477.5 millions de francs.

L'augmentation des frais de matériel et des prestations de tiers de 6.0 millions de francs à 66.3 millions de francs s'explique à hauteur de 4.7 millions de francs par la variation du périmètre de consolidation et inclut les frais de location des supports publicitaires de Neo Advertising SA comptabilisés en tant que prestations externes.

À 215.5 millions de francs, les charges salariales ont augmenté de 34.3 millions de francs par rapport à la période précédente. L'augmentation s'explique à hauteur de 1.8 million de francs par des modifications du périmètre de consolidation, à hauteur de 2.0 millions de francs par la constitution de provisions pour des plans sociaux et à hauteur de 27.8 millions de francs par l'augmentation des charges de prévoyance

selon l'IAS 19, «Avantages du personnel». Cette augmentation est en relation avec les effets uniques pris en compte l'exercice précédent suite à des changements de plans (abaissement du taux d'intérêt technique et du taux de conversion).

Les frais d'exploitation ont augmenté de 2.9 millions de francs pour atteindre 118.3 millions de francs. La hausse s'explique notamment par le fait que les dépréciations des actifs financiers sont désormais comptabilisées dans les autres frais d'exploitation en raison de la première application de l'IFRS 9, «Instruments financiers», et de l'IFRS 15, «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients». Elles incluent notamment les corrections de valeur individuelles sur les créances à l'encontre de Publicitas à hauteur de 5.0 millions de francs. L'exercice précédent, durant lequel les dépréciations à hauteur de 2.7 millions de CHF ont encore été comptabilisées en tant que diminution du chiffre d'affaires, a été adapté en conséquence.

La part du résultat dans des sociétés associées et coentreprises a progressé de 1.6 million de francs à 8.1 millions de francs par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'évolution opérationnelle positive de différentes participations minoritaires.

Avec une hausse de 0.5 million de francs à 32.7 millions de francs, les amortissements n'ont pas connu d'évolution significative en comparaison avec l'exercice précédent.

Au premier semestre 2018, l'autre résultat financier se monte à -0.1 million de francs et est donc en progression de 0.5 million de francs par rapport à l'exercice précédent. Le résultat d'intérêts net est resté stable à -0.1 million de francs par rapport à l'exercice précédent. Des coûts uniques en relation avec la signature d'un nouveau contrat de crédit cadre ont en outre été saisis au premier semestre. Les effets de change de 0.1 million de francs ont été pratiquement neutres au premier semestre 2018 (exercice précédent: -0.3 million de francs), alors que le produit financier au titre de l'IAS 19 s'élevait à 0.2 million de francs pour le premier semestre 2018 (exercice précédent: charge financière au titre de l'IAS 19 de -0.1 million de francs).

À l'instar de la période précédente, il n'y avait pas, au 30 juin 2018, de secteurs dont l'activité n'a pas été poursuivie.

Le taux d'imposition moyen attendu est inchangé à 21.3 pour cent. Le taux d'impôt effectif a nettement augmenté, passant de 19.1 pour cent au premier semestre 2017 à 24.2 pour cent au premier semestre 2018. La hausse s'explique par les créances fiscales différées non comptabilisées au bilan résultant des reports de pertes, dont la réalisation n'est pas assurée eu égard au résultat des sociétés concernées, ainsi que par les effets sur les impôts différés résultant de la modification du taux d'imposition. Au premier semestre 2017, les adaptations des régularisations d'impôts concernant l'impôt sur les bénéfices courant qui n'atteignaient plus ce même niveau au premier semestre 2018 ont entraîné une réduction du taux d'imposition. Préalablement à la troisième réforme de l'imposition des entreprises, le canton de Vaud a décidé d'abaisser nettement les taux d'impôt au 1^{er} janvier 2019. La troisième réforme de l'imposition des entreprises ayant finalement été rejetée par les électeurs début 2017, le gouvernement cantonal doit rendre compte au parlement cantonal afin de réévaluer la situation. Le 1^{er} novembre 2017, le gouvernement cantonal a publié la suite de la procédure prévue et confirmé le taux cantonal réduit de l'impôt sur les bénéfices de 3.33 pour cent au 1^{er} janvier 2019, qui entraînera une baisse du taux d'imposition effectif combiné - actuellement d'environ 21.5 pour cent - à environ 14 pour cent. Le rapport correspondant devra vraisemblablement être présenté en 2018 et approuvé par le parlement cantonal. Tamedia estime que l'adaptation des taux d'imposition n'entrera en vigueur qu'après l'approbation. Tamedia n'appliquera par conséquent le nouveau taux de l'impôt qu'après l'approbation du rapport. L'adaptation du taux d'imposition se traduirait par une réduction nette des dettes fiscales différées de 13.4 millions de francs, ce qui entraînerait un produit fiscal de montant équivalent.

Bilan

Au premier semestre 2018, la somme du bilan a augmenté de 1.5 million de francs, passant de 2513.3 millions de francs à 2514.8 millions de francs. Les fonds propres ont diminué de 1.1 million de francs, à 1968.5 millions de francs. Le taux d'autofinancement s'établit désormais à 78.3 pour cent. Les variations actuarielles selon la norme IAS 19 ont fait apparaître un solde positif de 11.1 millions de francs (avant impôts différés), inscrit directement dans les fonds propres dans le compte de résultat total; une augmentation de 57.9 millions de francs avait été actée au premier semestre de l'exercice précédent. Un montant de 47.6 millions de francs (4.50 francs par action) a été versé aux actionnaires de Tamedia à titre de dividende. En outre, durant les six premiers mois de l'année 2018, des actions propres pour une valeur de 1.6 million de francs ont été affectées aux parts d'actions exigibles liées à la participation aux résultats des membres de la direction de l'entreprise. Les parts minoritaires dans les fonds propres ont augmenté de 5.8 millions de francs, à 243.8 millions de francs.

L'actif circulant a augmenté de 8.4 millions de francs à 339.2 millions de francs, ce qui s'explique par les variations saisonnières habituelles des liquidités, des créances résultant de livraisons et de prestations ainsi que des comptes de régularisation actifs. Les actifs immobilisés ont enregistré une baisse de 6.9 millions de francs, à 2175.6 millions de francs. Au premier semestre 2018, les investissements dans des immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à 11.0 millions de francs, dont environ 2.9 millions de francs résultent d'inscriptions à l'actif de systèmes informatiques et de projets logiciels, 2.9 millions de francs, d'adaptations et de renouvellements importants des installations (notamment de l'installation d'expédition) dans le centre d'impression de Zurich et 2.0 millions de francs supplémentaires, de l'acquisition de licences. Les investissements étaient contrebalancés par des amortissements à hauteur de 32.7 millions de francs. L'acquisition de Neo Advertising SA s'est traduite par une augmentation des immobilisations corporelles et incorporelles de 22.9 millions de francs. À l'inverse, aucune sortie ni aucun effet de change important ne sont à prendre en compte au premier semestre 2018. Les participations dans des sociétés associées et des coentreprises ont diminué de 11.5 millions de francs nets à 279.4 millions de francs. La modification inclut la part du résultat positif dans des sociétés associées et coentreprises ainsi que la diminution résultant des dividendes distribués par ces participations. Au 30 juin 2018, différents plans de prévoyance affichaient un avoir de prévoyance à hauteur de 94.7 millions de francs (94.4 millions de francs au 31 décembre 2017). Les immobilisations financières à long terme s'élèvent à 11.3 millions de francs et sont restées stables par rapport à l'exercice précédent. Les créances fiscales différées ont légèrement augmenté à 0.9 million de francs.

Il n'y a pas d'éléments du patrimoine destinés à la cession à la fin du premier semestre 2018.

Les fonds étrangers à court terme ont enregistré une diminution de 3.5 millions de francs, à 350.5 millions de francs, qui s'explique principalement par les variations saisonnières des dettes résultant de livraisons et de prestations (baisse de 10.8 millions de francs) et des autres passifs de régularisation (augmentation de 10.3 millions de francs). Les régularisations résultant de contrats avec des clients qui ont été présentées pour la première fois avec l'introduction de l'IFRS 15, «Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients», incluent les prestations en retour déjà fournies par le client avant que le bien ou la prestation n'ait été transféré par Tamedia. Une baisse des engagements financiers à court terme a été enregistrée en raison de la compensation de l'engagement d'achat remontant à l'acquisition de Swiss Classified Media en 2015, ainsi qu'en raison d'un recul des engagements financiers à court terme résultant de couvertures dérivées. L'augmentation des provisions à court terme à hauteur de 1.5 million de francs au total s'explique notamment par les plans sociaux convenus.

Les fonds étrangers à long terme ont diminué de 5.0 millions de francs et s'établissent à 194.8 millions de francs. Les dettes de prévoyance selon l'IAS 19 ont diminué de 2.0 millions de francs, à 17.3 millions de francs. Les engagements financiers à long terme ont notamment augmenté de 7.7 millions de francs suite aux prêts consentis par des proches à autoricardo AG et Neo Advertising SA. Il n'y avait aucun crédit bancaire à court terme ou à long terme au 30 juin 2018. Les dettes fiscales différées ont légèrement progressé de 0.4 million de francs, à 153.8 millions de francs. Les provisions à long terme sont restées pratiquement inchangées par rapport au 31 décembre 2017.

Instruments financiers

en CHF 000	Catégorie	30.06.2018		31.12.2017	
		Valeur comptable	Valeur de marché	Valeur comptable	Valeur de marché
Trésorerie	1	144 335	144 335	123 438	123 438
Investissements financiers à court terme	4	1 901	1 901	2 119	2 119
dont autres investissements financiers à court terme	2	511	511	–	–
dont opérations de change à terme et de couverture de taux d'intérêt	4	1 390	1 390	2 119	2 119
Créances résultant de livraisons et de prestations	2	133 539	133 539	158 824	158 824
Créances financières à court terme	2	10 357	10 357	12 125	12 125
Autres investissements financiers à long terme		11 295	11 283	11 579	11 565
dont opérations de change à terme et de couverture de taux d'intérêt	4	24	24	–	–
dont autres participations	3	10 625	10 625	10 787	10 787
dont prêts	2	401	389	401	387
dont autres investissements financières à long terme	2	246	246	391	391
Dettes financières à court terme	5	534	534	3 973	3 973
Dettes résultant de livraisons et de prestations	5	28 106	28 106	38 940	38 940
Autres dettes	5	15 385	15 385	10 939	10 939
Dettes financières à long terme		14 135	14 428	6 412	6 378
dont dettes et prêts bancaires	5	10 767	11 060	3 094	3 060
dont engagements d'achat	4	3 368	3 368	3 318	3 318
Catégorisation instruments financiers selon IAS 39					
Trésorerie	1	144 335	144 335	123 438	123 438
Prêts et créances	2	145 053	144 531	171 741	171 727
Instruments financiers détenus en vue de la vente	3	10 625	10 625	10 787	10 787
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4	(1 954)	(1 443)	(1 200)	(1 200)
Dettes financières évaluées au coût amorti	5	(54 793)	(55 086)	(56 946)	(56 912)

Dans la mesure du possible, la valeur de marché est déterminée par les cours du marché. Lorsque ceux-ci font défaut, de propres calculs sont utilisés en guise d'alternative. Ils se fondent généralement sur la méthode de la valeur de rendement.

Tamedia utilise la hiérarchie suivante afin de déterminer la valeur de marché des instruments financiers:

- Classe 1
Prix du marché coté, inchangé, sur des marchés actifs.
- Classe 2
Valeurs de marché déterminées sur la base de données du marché observables. Des prix cotés sur des marchés inactifs ou des prix non cotés sont pris en compte à cet égard.
De telles valeurs de marché peuvent en outre aussi être déduites indirectement des prix.
- Classe 3
Valeurs de marché qui n'ont pas été déterminées sur la base de données du marché observables.

Les opérations à terme sur devises et de couverture du taux d'intérêt dans les immobilisations financières et engagements financiers à court et à long terme sont les seuls instruments financiers regroupés dans la classe 2 des niveaux hiérarchiques des valeurs de marché. Les parts dans les autres participations ainsi que les engagements d'achat et les engagements d'acheter les propres instruments de fonds propres sont regroupés dans la classe 3 des niveaux hiérarchiques des valeurs de marché. Tous les autres instruments financiers évalués à leur juste valeur sont affectés à la classe 1. Il n'y a pas de transferts entre les trois classes.

Événements importants intervenus après la date de clôture du bilan

Goldbach Media

Le 24 août, Tamedia a acquis plus de 97 pour cent des actions cotées de Goldbach Group AG, qui a son siège à Küsnacht. Goldbach Group comprend notamment la société de commercialisation télévisuelle Goldbach Media (Switzerland) AG, dans laquelle IP Deutschland GmbH, filiale de RTL, et SevenOne Media (Schweiz) AG, filiale de ProSiebenSat.1, détiennent chacune 23 pour cent, ainsi que la société de commercialisation de publicité numérique Goldbach Audience (Switzerland) AG, dont IP Deutschland et SevenOne Media détiennent chacune 24.95 pour cent. Les autres participations importantes en Suisse sont swiss radioworld AG, dont IP Deutschland et SevenOne Media détiennent chacune 23 pour cent et Goldbach Interactive (Switzerland) AG, filiale à cent pour cent de Goldbach Group AG.

La Commission fédérale de la concurrence (Comco) a approuvé la transaction sans conditions ni réserves le 15 août 2018.

Dans le cadre de l'offre publique d'achat, 6 098 790 actions ont en tout été proposées à la vente à Tamedia jusqu'à la fin de la période de l'offre le 11 avril 2018, qu'elle vient de reprendre au prix de 35.50 francs en espèces par action nominative, conformément à cette offre. Le prix d'achat pour les actions reprises s'élève à 216.5 millions de francs. Tamedia prévoit d'engager une procédure d'annulation du titre et indemniser les actionnaires minoritaires restants en espèces. Le retrait de Goldbach Group AG (GBNME) de la cote à la bourse SIX Swiss Exchange est prévu au plus tard au printemps 2019.

Pour le moment, il n'est pas possible de fournir d'indications sur les actifs et les dettes repris lors de la première consolidation.

Basler Zeitung

Tamedia rachète à Zeitungshaus AG 100 pour cent des actions de Basler Zeitung AG, qui publie la Basler Zeitung. En contrepartie, Zeitungshaus AG rachète à Tamedia 65 pour cent des actions de Tagblatt der Stadt Zürich AG, 100 pour cent des actions de FZ Furttaler Zeitung AG, qui publie les journaux gratuits Furttaler et Rümplanger, ainsi que les participations dans GHI et Lausanne Cités, sur lesquelles le partenaire de coentreprise dispose cependant d'un droit de préemption.

Les transactions sont soumises à l'approbation de la Comco. Pour le moment, il n'est donc pas possible de fournir d'indications sur les actifs et les dettes repris lors de la première consolidation.

Zattoo International SA

Tamedia augmente sa participation dans Zattoo International SA à plus de 50 pour cent et prend ainsi la majorité. Zattoo est le leader incontesté de la télévision sur Internet en Suisse et le numéro 1 en Allemagne. Outre ses activités pour les utilisateurs privés, Zattoo est également un fournisseur de services techniques pour les câblo opérateurs et les fournisseurs d'IPTV. Le partenariat stratégique entre Tamedia et Goldbach crée de nouvelles synergies pour la commercialisation de Zattoo en Suisse et en Allemagne.

La prise de contrôle majoritaire de Zattoo par Tamedia est soumise à l'approbation de la Comco. Actuellement, il n'est pas possible de fournir d'indications sur les actifs et les dettes repris lors de la première consolidation.

Calendrier financier

Le résultat de l'exercice 2018 sera publié le mardi 12 mars 2019.

Relations investisseurs

Tamedia SA

Sandro Macciacchini

Werdstrasse 21

CH - 8021 Zurich

Téléphone: +41 (0)44 248 41 92

E-mail: sandro.macciacchini@tamedia.ch